

Pierre Dardot

Article paru dans L'Humanité

La droite peut-elle modifier sa politique ?

Telle qu'elle est formulée, la question présuppose à juste titre que l'orientation de l'action gouvernementale est restée inchangée depuis 2007. Les faits sont là : en dépit de certains pronostics hasardeux sur la « mort du néolibéralisme », le train des « réformes » suit toujours le même cours. Faut-il penser que la cuisante défaite électorale de l'UMP aux dernières élections régionales amènera le gouvernement, sous la pression de l'opinion, à faire ce qu'il n'a pas fait au plus fort de la crise financière ?

Pour en juger, il convient en premier lieu de se demander si les conditions internationales actuelles sont de nature à favoriser un tel changement d'orientation. Or rien n'a fondamentalement changé dans les règles de la « gouvernance mondiale ». Les marchés financiers continuent de fonctionner selon la même logique implacable du « retour sur investissement », les actionnaires sont toujours aussi avides de dividendes au point que certaines entreprises (telle ArcelorMittal) se sont endettées en 2009 pour pouvoir les leur distribuer. Mais surtout les institutions financières internationales exercent toujours une pression accrue sur les gouvernements pour les amener à réduire leurs déficits budgétaires. Les agences de notation, que l'on s'était promis de réformer en profondeur, jouent toujours le même rôle, comme l'illustre le cas de la Grèce : l'abaissement de la note fait office de sanction en entraînant mécaniquement une relève des taux d'intérêt auxquels les prêts sont consentis aux « mauvais élèves ». Bref, le même paradigme prévaut aujourd'hui comme hier : celui de la mise en concurrence des Etats, notamment par le moyen éprouvé de la « discipline budgétaire ».

On voit que les marges de manœuvre de l'actuel gouvernement sont bien minces. Reste à s'interroger sur sa volonté. Le spectre d'une défaite électorale à l'horizon 2012 peut-il l'infléchir, voire lui faire prendre un tournant? Tout donne à penser le contraire. Ainsi sur la question des retraites si étroitement liée aux finances publiques. Alors que la « concertation » n'a même pas commencé, le cadre est déjà fixé : le relèvement de l'âge légal est d'emblée privilégié. Projections du COR à l'appui, le gouvernement peut justifier sa réforme en arguant

d'un « problème démographique » qui n'est « ni de droite ni de gauche ». Or soustraire ainsi a priori le cadre de la discussion à toute discussion, au nom de données chiffrées prétendument « indiscutables », revient à disqualifier la « négociation » au profit du « consensus ». Ce qui est une nouvelle fois en cause, c'est la logique de ce que l'on pourrait appeler les *disciplines néolibérales* : celle de techniques de pouvoir visant à structurer par avance le champ d'action des individus (ou des Etats) afin d'obtenir qu'ils se conduisent d'eux-mêmes dans le sens souhaité. L'anticipation des sanctions et des récompenses fera le reste. A cet égard, la conduite du gouvernement est exemplaire : en donnant des gages de sa bonne volonté réformatrice, il anticipe la sanction que constituerait un déclassement par les agences de notation. Mais, en relayant activement la pression internationale, il exerce à son tour sur les salariés une action disciplinante moyennant tout un système d'incitations et de punitions. C'est à cette logique infernale qu'il faut porter un coup d'arrêt.